

# Casse ta crousille pour réparer, pas pour acheter!

Introduire une consigne énergie grise en Suisse: voilà la proposition faite par le Neuchâtelois Lucien Willemin. Pour chaque achat, le consommateur paierait un montant supplémentaire, destiné à la réparation de l'objet une fois défectueux.

JOËLLE LORETAN

Encore au stade de projet, la consigne énergie grise (CEG) rappelle les conséquences de la fabrication d'un objet et questionne les impacts sociaux et environnementaux de nos besoins d'Occidentaux. Produits là-bas, vendus ici, nuisibles partout. Lucien Willemin, conférencier neuchâtelois, propose une solution: réparer au lieu de jeter. Il propose donc que chaque consommateur (entreprises comme particuliers) possède un compte nominatif «consigne e-grise». Ce compte provisionnel serait alimenté à l'achat d'objets neufs et débité à chaque fois que son détenteur procéderait à une réparation chez un professionnel. Dans son livre *Fonce Alphonse!*, il en énumère les avantages.

La CEG permettrait ainsi de changer notre rapport au matériel, de pousser les concepteurs à planifier des produits réparables, de conserver l'intelligence manuelle dont l'être humain est doté, de créer des emplois de proximité par l'ouverture d'entreprises locales, de valoriser le partage d'objets à usage ponctuel ou encore de consacrer son argent à la main-d'œuvre plutôt qu'à alimenter des marges excessives. «Aujourd'hui, l'objectif de fond de l'économie n'est plus de créer de l'emploi, mais de faire de l'argent», déplore Lucien Willemin.

## L'énergie grise, c'est quoi ?

Elle comprend tous les coûts écologiques annexes à la production d'un objet: extraction, transformation, fabrication, transport, mise en œuvre, entretien et recyclage. Éteindre la lumière en quittant une pièce ne suffit pas pour Lucien Willemin. Les grandes économies réalisables dans la production électrique se cachent dans tous les objets qui nous entourent, du crayon à la voiture.

## HOMME EN TRANSITION

Issu du milieu bancaire, Lucien Willemin devient, à 23 ans, directeur des achats dans une entreprise horlogère, pour laquelle il visite des usines de production en Chine. «J'y ai vu des gens travaillant dans des conditions effroyables et j'allais encore négocier des prix!» Il quitte son poste pour se diriger vers la promotion immobilière. Mais le jour de ses 40 ans, il se «met en transition». Depuis huit ans, il sillonne le pays afin de sensibiliser le plus grand nombre sur les effets néfastes de nos besoins matériels. Au travers de conférences et en collaboration avec des ONG (Greenpeace, J'aime ma Planète, Good Planet), il démocratise le sujet: «Actuellement, nous avons tendance à créer une sorte d'élite de l'écologie, qui s'exprime avec des mots compliqués. La tribune est réservée aux experts

et aux spécialistes. Cela doit changer. Nous avons plus que jamais besoin de rendre la question écologique accessible à toutes et à tous, afin que chacun puisse se réapproprié la réflexion et ainsi agir en conséquence.» Et lui-même, comment se définit-il? «Je suis un homme de l'économie, ni écolo, ni militant. Je n'ai pas envie de me battre ou d'être contre. Je veux œuvrer pour, travailler à, et favoriser.»

## UN MESSAGE RELAYÉ AU PALAIS FÉDÉRAL

Porté par le conseiller aux Etats Didier Berberat (PS/NE) et treize autres membres de la Chambre haute, un postulat a été déposé en décembre 2015 à Berne, puis retiré. «Lors du débat parlementaire mené sur l'initiative «Economie verte» (n.d.l.r.: *votations du 25 septembre dernier*), il y avait un projet de modification de loi. C'est dans ce cadre que nous voulions discuter de la question de la CEG», explique Didier Berberat. Mais les deux Chambres refusent l'idée de modifier la loi et d'y opposer un contre-projet indirect. «Suite à cette prise de position, Doris Leuthard a estimé que ce n'était pas le moment d'en parler, puisque les Chambres ne voulaient pas de ce genre de chose, poursuit-il. C'est difficile de lutter contre le Conseil fédéral et des parlementaires à majorité de droite. Je sentais le refus et j'ai préféré retirer le postulat.» Mauvais timing, mais bonne idée. Lucien Willemin et ses partisans restent convaincus qu'elle a encore du chemin à faire: «Des discussions sont en cours au Palais fédéral, mais je ne peux pas vous en dire plus.» Si la CEG est, pour l'heure, mise en sourdine, elle n'est pas encore enterrée. ●



«Je suis un homme de l'économie, **ni écolo, ni militant**. Je n'ai pas envie de me battre ou d'être contre. Je veux œuvrer pour, travailler à, et favoriser.»

Lucien Willemin